

**LE PRADET (Var)****REPUBLIQUE FRANCAISE****Liberté – Egalité – Fraternité****22-ARR-PM-PERM-080**

## **ARRÊTÉ**

### **Règlementation de la circulation et du stationnement sur le chemin de la Mine**

**Nous**, Hervé STASSINOS, Maire de la Ville de Le Pradet et Vice-président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, Conseiller Régional Provence Alpes Côte d'Azur

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-18, L2122-28, L2212-1, L2212-2, L2212-4 et L2212-5 relatifs aux pouvoirs de police du Maire et à la police municipale,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L 2213-1, L 2213-2 et 2213-4 relatifs aux pouvoirs de police de la circulation et du stationnement,

**VU** le code de l'Environnement Livre III relatifs aux espaces naturels, et notamment les articles L322-1 et suivants et les articles réglementaires correspondants relatifs au Conservatoire du littoral et à la gestion de son domaine,

**VU** le code de l'Environnement et notamment les articles L362-1 et suivants et les articles réglementaires correspondants relatifs à la prohibition des véhicules motorisés en espaces naturels,

**VU** le Code de la Route et notamment ses articles L130-5 et suivants, R130-2, L325-1, L325-2 et suivants, R325-1 et suivants, R417-10 et suivants,

**VU** la convention de fourrière liant la Ville de Le Pradet et le garage BOCQUET-DULAC, la décision municipale n°17-DCM-DGS-076 du 26 juin 2017,

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R610-5 et R644-2,

**Considérant** que le massif de la Colle Noire, propriété du Conservatoire du littoral, est un espace naturel remarquable soumis à une forte pression résultant de la fréquentation importante du site,

**Considérant** que la piste qui mène au musée de la Mine Cap Garonne, n'a pas vocation à accueillir un flot de véhicules à moteur en raison des problèmes de sécurité publique et des impacts néfastes sur le milieu naturel que cette situation générerait,

**Considérant** que cette piste est une voie sans issue qui ne dessert que l'habitation du gardien et le musée,

**Considérant** qu'il n'existe aucun parc de stationnement public prévu pour accueillir les véhicules à moteur tout au long de cette piste,

**Considérant** que l'emprise de la chaussée n'est pas suffisante pour permettre le croisement des véhicules en cas de trafic modéré ou important créant de fait des problèmes de sécurité publique,

**Considérant** que la circulation des véhicules à moteur sur cette voie est de nature à fragiliser l'écosystème et rompre la quiétude des espèces protégées en présence sur le site tant au niveau faunistique que floristique,

**Considérant** que cette voie comprise dans un espace naturel appartenant au Conservatoire du littoral est très empruntée par les piétons et promeneurs qu'il convient de protéger,

## **ARRÊTONS**

**Article 1** : Sur la piste qui dessert le musée de la Mine Cap Garonne, la circulation sera interdite dans les deux sens, à tous les véhicules, exceptés ceux énumérés à l'article 3 de ce même arrêté.

**Article 2** : Sur la piste qui dessert le musée de la Mine Cap Garonne, le stationnement sera interdit à tous les véhicules, exceptés ceux énumérés à l'article 3 de ce même arrêté.

**Article 3 :** Ces interdictions ne s'appliquent pas aux véhicules détenteurs d'une dérogation, aux véhicules de services publics, aux véhicules de l'Office National des Forêts, aux véhicules de secours et d'aide à la personne, aux propriétaires et gestionnaires du site et aux ayants droits.

**Article 4 :** La piste qui dessert le musée de la Mine Cap Garonne pourra être ouverte à la circulation et au stationnement pour des véhicules de personnes à mobilités réduites, avec et sous couvert du gardien de la Mine.

**Article 5 :** La piste qui dessert le musée de la Mine Cap Garonne pourra être ouverte à la circulation, lors de journées exceptionnelles, dans les conditions qui seront fixées par le propriétaire en accord avec le gestionnaire et la police municipale.

**Article 6 :** Conformément à l'article R 411-25 du Code de la Route, les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation réglementaire.

**Article 7 :** Les véhicules contrevenants aux dispositions seront verbalisés et/ou mis en fourrière aux frais, risques et périls des propriétaires.

**Article 8 :** Les Services Techniques seront chargés de la mise en place de la signalisation réglementaire pour l'application du présent arrêté.

**Article 9 :** Le présent arrêté sera publié au registre du Maire et un extrait sera affiché à la police municipale.

**Article 10 :** Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire chef du District de Toulon, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l'exécution du présent arrêté.

Le Maire

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE
LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS
- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <a href="http://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a> .
- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire
Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.